

les chemins de fer sur la bonne voie ?

réhabilitation et gestion

**entretiens
avec les acteurs**



**Eric Beugnot, Hervé Galeppe, AFD
comment promouvoir les exportations**

Frédéric Mauret, chef de projet

**il faut donner
à la Municipalité
les moyens de gérer**

Phnom Penh

Adeline Carrier

urbaniste—chercheur

pour une politique du logement social

**un Etat plus directif,
initiateur et organisateur**

**un partenariat
secteur public et secteur privé**

tout sur le crédit carbone

questions d'actualité

PROCES

On a longtemps souhaité le commencement de la phase active, publique du procès. Cette fois on l'a. Comme sur un court de tennis, tant que les joueurs ne s'affrontent pas, on s'impatiente. On voit donc Douch, on le voit très bien, en direct, soit en allant au tribunal, soit à la télévision.

Le voilà au centre de l'attention générale, interrogé, écouté avec courtoisie. Il a de bons avocats, il répond au mieux aux questions, en s'appliquant; il apparaît comme un personnage attentif, réfléchi, crédible. On comprend pourquoi on lui a autrefois confié des responsabilités.

«Le format élaboré des confessions et des fichiers dans lesquels elles étaient regroupées suggèrent que Douch et ses confrères étaient fiers de leur minutie et de leur sophistication. Ils voulaient que S 21 soit considéré comme un centre d'interrogatoire modèle et se considéraient eux-mêmes comme des professionnels de la sécurité » (D. Chandler «S 21 ou le crime impuni »).

On était donc consciencieux dans le travail. Douch: «Bats le prisonnier jusqu'à ce qu'il dise tout, bats-le pour en arriver aux choses importantes ».

Le carnet de 1976: « Il est nécessaire d'éviter tout problème d'hésitation, comme de ne pas supporter torturer. (...) Nous devons être absolus ».

Du côté des victimes survivantes, les témoins, comme le peintre Vann Nath, Chum Mey, ... font eux aussi de leur mieux pour servir la vérité. Il ne s'agit nullement d'invectiver, mais d'exprimer clairement des souvenirs, qui permettent d'établir des faits.

Il n'y a d'ailleurs presque pas de contestations, de contradictions entre ces témoignages et déclarations. Douch reconnaît tout, y compris sa responsabilité dans l'exécution de nombreux enfants. On a des annotations de sa main qui le montrent impitoyable. Il ne le conteste pas. Il était le chef absolu de S 21.

Pour l'essentiel, on sait déjà presque tout sur S21, grâce à des études très fouillées et des témoignages de victimes échappées comme Vann Nath, Ten Chan, ... d'interrogateurs-tortionnaires comme Son Moeun, Chan, Tuy Pon, de bourreaux comme Him Huy qui a précisément décrit les exécutions à Choeung Ek.

Grâce au procès cependant on en apprend davantage (par exemple sur la prison dite S 24, mal repérée jusqu'à présent, également sous l'autorité de Douch, où étaient détenus des centaines de prisonniers sans notoriété, que l'on faisait travailler avant de les exécuter), mais surtout ces auditions redonnent de la vie à des faits terribles plus ou moins oubliés, et elles raniment l'émotion qui est le moteur initial, l'ingrédient majeur dans ce procès, émotion un peu masquée par le fonctionnement de la machine judiciaire.

Toute cette partie Douch du procès passera peut-être comme exemplaire, respect des procédures, publicité des séances ...

Pour la sentence, qui pourrait intervenir vers la fin de l'année, on voit mal comment Douch pourrait échapper à la peine maximale.

La peine de mort n'existe pas. Mais quand l'exceptionnel escroc Madoff est condamné à 150 ans de prison, quel peut-être la sanction pour l'exceptionnel meurtrier Douch ?

Même si les avocats font valoir qu'il n'a dans l'ensemble fait qu'obéir aux ordres, qu'il est aujourd'hui un autre homme, et qu'il a été maintenu abusivement en prison de 1999 à 2007, même s'ils obtiennent une réduction de peine, il restera sans doute à Douch quelques centaines d'années à purger.

Le prochain accusé pourrait être Nuon Chea, « frère n° 2 », 82 ans, qui a eu de grandes responsabilités dans la politique générale de l'Angkar, et sur certains centres de détention comme B20, K 17 ...

c.n.

BANQUE *entretien avec*

Dieter Billmeier, senior manager, *Canadia Bank*

Avec la crise, il y a moins de demandes de crédit, et pour des sommes moins importantes. Et de leur côté les banques sont devenues plus prudentes dans la gestion du risque. Nous privilégions les PME, qui sont aussi plus créatrices d'emploi. Nous observons cependant que les liquidités augmentent, les gens déposent de plus en plus leur argent à la banque, signe qu'ils ont confiance dans le système bancaire; signe aussi peut-être qu'ils préfèrent pour l'instant mettre l'argent à la banque plutôt que d'investir.

Oui, peut être qu'il y a trop de banques au Cambodge, arrivent maintenant une banque vietnamienne, une banque indienne, ... A partir de 2010, toute nouvelle banque devra avoir des actifs d'au moins 36,5 millions de dollars. La somme à déposer à la Banque centrale est actuellement de 13 millions.

Nous pensons que la reprise est pour 2010; peut être dès la fin de l'année.

Pour nous, *Canadia Bank*, nous continuons à progresser. Nous avons maintenant 25 agences et cette année nous allons en ouvrir trois nouvelles en province. Nous continuons à recruter: avons 830 employés, ont 130 embauchés depuis 18 mois. Nous avons créé un système de bourses pour les étudiants les plus doués, avec évidemment l'idée de les recruter par la suite.

La tour *Canadia* ? Nous ferons un *soft opening* en septembre, et nous nous y installerons cette année. Les trois premiers étages sont équipés d'escaliers roulants, le premier ascenseur jusqu'au 29ème étage est en place !

TOURISME: pas pire, pas mieux

Les chiffres du ministère du Tourisme pour mai montrent une poursuite de la tendance précédente (cn 277). En nombre de visiteurs, la baisse d'une année sur l'autre n'est pas très forte: - 2,49 par rapport à mai 2008, avec un total de visiteurs étrangers de 145 564. La baisse était de 2,33 % en avril; elle a été de 3,40 % pour le premier trimestre: on ne peut parler ni d'aggravation ni d'amélioration.

Pour les 5 premiers mois de l'année, le nombre des visiteurs a été de 945 807, en diminution de 2,23 % sur 2008.

Mêmes tendances aussi pour la répartition par nationalités: les Vietnamiens, en mai, viennent largement en tête (+ 40,1 %), les Coréens longtemps en tête sont en forte diminution (- 33,9 %). Les Américains à peu près stables. Japonais et Chinois en faible diminution. Il y a augmentation en revanche du côté des Britanniques (+ 15, 8 %) et des Français (+ 5,5 %). Diminution des Thaïlandais, forte augmentation des Laotiens (+ 148,7 %).

On constate aussi que le nombre des «visiteurs d'un jour» (cn 277) continue à augmenter fortement: 58 477 en mai, soit + 54,4 %.

Ces statistiques ne reflètent pas l'évolution du chiffre d'affaires des professions liées au tourisme: les visiteurs dans leur ensemble dépensent nettement moins d'argent. Certains hôtels sont très touchés par la crise. A Siem Reap, il y a eu des fermetures. D'une façon générale les établissements pour budgets moyens résistent mieux.

S'agissant des moyens d'arrivée: le transport aérien est très touché: - 18 % en mai par rapport à mai 2008, la diminution atteignant 23 % pour Siem Reap et 12,3 % pour Phnom Penh. Les entrées par la route continuent à progresser (+ 18,7 %), leur part dans l'ensemble des moyens d'arrivée est de 42,7 %.

questions d'actualité

Confection: creux atteint ?

Selon les derniers chiffres du ministère du Commerce concernant les mois d'avril et de mai, la situation, après une baisse très sévère depuis septembre 2008, pourrait avoir cessé de se dégrader.

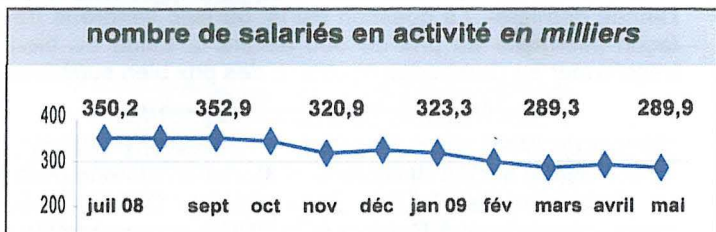
Le nombre des usines en activité ne diminue plus depuis le mois de mars: il y a des fermetures, mais aussi de nouvelles usines. D'octobre 2008 à mai 2009 la diminution est de 51.



62 996 emplois perdus en 8 mois

Le nombre des salariés en activité, en forte diminution au dernier trimestre 2008, et de janvier à mars 2009, est resté relativement stable depuis mars. Ces chiffres sont à interpréter avec précautions parce qu'une seule fermeture ou une seule nouvelle usine les font changer sans qu'il s'agisse nécessairement d'une tendance de fond.

Selon les chiffres du ministère du Commerce, ce sont **62 996 emplois** qui ont été perdus par l'industrie de la Confection de septembre 2008 à mai 2009.



Il faut voir d'autre part la forte augmentation des salariés «en attente», sans activité, et qui reçoivent un demi salaire minimum (27,5 \$ par mois). Leur nombre est passé de 15 224 en octobre 2008 à 58 480 en mai 2009.

L'évolution de la masse salariale pour les salariés en pleine activité traduit en gros la même évolution. Elle est passée par un maximum en juillet 2008 (29,55 millions de \$), et a décliné depuis, atteignant en mai 22,63 millions, soit, par tête, un salaire moyen de 78 dollars, en baisse par rapport à avril (79,7).

En même temps augmente la masse salariale des employés en attente: elle est passée de 869 004 \$, chiffre inchangé depuis mai 2007 à, brusquement, 2 374 330 dollars en novembre 2008 pour atteindre en mai 3 776 090 dollars.

Concernant les exportations, on sait déjà qu'il y a eu forte chute au premier trimestre 2009, comparé au premier trimestre 2008: de presque 25 % (24,97%), les exportations atteignant en valeur **545 millions de dollars** contre 726,5 (cn 277, chiffres légèrement corrigés depuis). La diminution a atteint 32,2 % pour les exportations à destination des Etats-Unis, 14 % à destination de l'Union européenne. Il y a eu augmentation à destination du Japon et du reste du monde.

Avril: moins mauvais. La diminution des exportations n'a été «que» de **12,07 %** par rapport à avril 2008, c'est-à-dire nettement moins sévère que pendant les 3 mois précédents (- 25 %). Ce chiffre est cohérent avec ceux des usines et du nombre des employés actifs qui montrent pour mai, une certaine stabilisation (ci-contre).

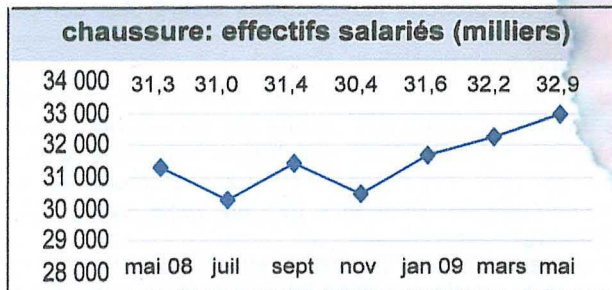
On peut donc raisonnablement estimer que le creux infligé par la crise internationale est atteint, ou près de l'être. Il faut encore quelques temps pour que cette tendance puisse être confirmée.

Chaussure: progrès

La chaussure est un secteur qui a pris de l'importance depuis la création des premières usines en 2002. Les exportations pour le premier trimestre 2009, marquent un net progrès: **+ 30 %, atteignant 27,87 millions de dollars.**

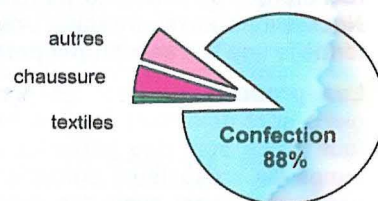
Les principaux acheteurs font partie de l'Union Européenne, (environ la moitié du total) mais les achats des Etats-Unis (1,7 million de \$, + 390 %), du Canada (0,66, + 396 %), des «autres pays» (6,52 millions, + 515 %) augmentent très rapidement. Le nombre des usines, 25 en juillet 2008; est en mai 2009 de 23.

Les effectifs sont en gros stables ou en légère augmentation de puis février 2008: en mai la chaussure employait 321 972 personnes, chiffre record.



ensemble des exportations GSP / MFN

L'ensemble des exportations réalisées par le Cambodge dans le cadre des GSP / MFN a atteint 771,6 millions de dollars pour les quatre premiers mois de 2009, en diminution de **19,1 %** par rapport au premier trimestre 2008.



stat. Min du Commerce, graph. c.n



Local experience Regional expertise

www.cominasia.com

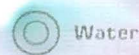
- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

favoriser les exportations

Eric Beugnot, directeur de l'AFD au Cambodge

Hervé Galeppe, programme de renforcement des capacités commerciales

Le programme de *Renforcement des capacités commerciales* est issu des décisions prises à Doha en septembre 2001 concernant le cycle de développement. L'objectif est d'aider les pays les moins avancés à mieux s'insérer dans le commerce international pour leur développement, pour améliorer leur compétitivité, comme moyen aussi de se procurer des devises, essentielles pour acquérir des ressources énergétiques et pour financer les investissements indispensables. Le Cambodge a été le premier à mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités commerciales.

corriger les faiblesses

La croissance du Cambodge a été impressionnante depuis 10 ans, et supérieure pour ces cinq dernières années à 10 %. Mais avec la crise, trois des quatre piliers de cette croissance ont été gravement atteints: le tourisme, la confection qui compte plus de 300 000 employés et a obtenu de très beaux résultats à l'exportation, et la construction. L'Agriculture a mieux résisté.

On voit deux problématiques majeures: la diversification et la productivité.

La **diversification**, parce que le nombre des productions qui assurent la croissance est trop réduit. Et la **productivité**, de façon que les produits cambodgiens soient plus compétitifs. Deux exemples:

Le caoutchouc: pour trouver sa place sur le marché international, le caoutchouc cambodgien, comme celui des grands pays producteurs, doit être certifié par un laboratoire internationalement reconnu. C'est maintenant acquis: le laboratoire central de l'ITC est reconnu internationalement. Le caoutchouc cambodgien peut être mis en vente sans nouvelles vérifications.

La phase suivante est de mettre en adéquation cette reconnaissance internationale avec les marchés; le pneu étant touché par la crise, cela implique que les grandes plantations recherchent de nouveaux marchés.

Nous avons aussi organisé une commercialisation moins informelle que le transport par petits porteurs ...

Les produits textiles: les produits de confection cambodgiens sont déjà bien connus des grands acheteurs. Ce qu'il faut ici, ce sont des garanties d'ordre social. Pendant longtemps les producteurs européens ont délocalisé leurs usines pour simplement avoir des productions moins chères. L'opinion a évolué: elle souhaite aujourd'hui des productions peu chères, mais pas au détriment des valeurs fondamentales. On se préoccupe maintenant des conditions de ce travail, on veut qu'elles soient conformes aux normes. Le Cambodge a mis en place un système qui garantit que les produits ont été fabriqués dans de bonnes conditions: c'était l'objet du programme *better factories* que l'AFD a soutenu avec le ministère du Travail.

Il y a quelques semaines, dit Eric Beugnot, nous avons signé un document qui rapproche les acheteurs et les producteurs. Nous voyons que la première question que posent les acheteurs est «*est-ce que les normes sociales sont respectées ?* ». La seconde: «*est-ce que vos produits sont moins chers ?* ».

Ce deuxième point dépend directement de la productivité, et

là il y a encore d'importantes marges de progrès. La productivité du travail au Cambodge est une fois et demie inférieure à celle du Vietnam, 4 fois inférieure à celle de la Chine, et plus de 6 fois inférieure à celle de la Malaisie.

Pourquoi ? Il n'y a pas d'infériorité du travailleur cambodgien, mais souvent une différence dans l'organisation, dans les équipements. Pour le riz par exemple, les unités de transformation du riz sortent un riz avec un taux de brisure important qui lui interdit l'accès aux marchés à haute valeur ajoutée.

La production cambodgienne est de 6 millions de tonnes de riz-paddy, dont 4 millions sont consommés localement et 2 millions sont exportés –les bonnes années, mais, à cause d'un équipement insuffisant, exportées sous forme de paddy avec un faible valeur ajoutée.

C'est là le facteur qui nous préoccupe actuellement, mais la compétitivité est due à une chaîne de facteurs. Le rendement des cultures en est un: le Cambodge a fait de gros progrès, passant pour le riz, en moyenne, de 1,6 t à 2,4 t / ha. Mais il est aux environs de 4 t / ha dans les pays voisins.

S'agissant d'exportations, la question est d'augmenter la valeur du riz, qui est «au bord du champ» d'environ 500 dollars la tonne, alors que le prix du riz décortiqué, blanchi est de l'ordre de 600 dollars –il a atteint jusqu'à 1000 dollars la tonne l'année dernière-. La question est là: où bien vendre le riz de façon informelle au prix de 500 dollars la tonne ou bien le transformer au Cambodge et obtenir des prix bien supérieurs.

faciliter aux PME l'accès au crédit

L'action de l'AFD dans ce domaine: nous avons financé une grosse rizerie qui est destinée à l'exportation et nous mettons en place avec deux autres partenaires, le Centre du commerce international à Genève et le PNUD, un programme qui vise à donner aux rizeries accès au crédit pour leur permettre d'acheter du riz et de s'équiper.

S'agissant plus généralement de l'accès des PME au financement, une étude de la Banque Mondiale montre que 80 % des entreprises interrogées n'ont pas accès au crédit bancaire. Raisons: pour 3 % seulement, la raison est qu'on leur refuse un crédit. Pour la très forte majorité, c'est qu'elles ne demandent pas de crédit.

Cela pour 3 raisons: - **c'est compliqué**; il faut donc former les PME à mettre en place un plan de financement, une demande de crédit; - **les taux d'intérêt sont trop élevés**: ils sont de 12, 15 et jusqu'à 18 %; - **les banques demandent des garanties** en raison du risque.

Il faut s'attaquer à ces trois problèmes. Avec notamment un réseau de consultants qui va aider les PME à concevoir un plan d'investissements et à établir un dossier «banable», qui permette aux banques d'avoir une évaluation du risque, d'établir le taux du prêt en fonction de ce risque.

renforcer les capacités humaines

Le renforcement des capacités humaines, de la formation professionnelle: la France est depuis longtemps très impliquée dans ce domaine, dans l'appui à des universités, Agriculture, Droit et Sciences économiques, Ecole Royale d'Administration, appui à l'Institut de Technologie.

S'y ajoutera bientôt une **formation spécifique pour les professions du textile**. C'est un projet souhaité par le GMAC. Il doit aider les Cambodgiens à occuper des postes de responsabilité dans les usines de confection. Jusqu'à présent les 8

L'AFD, 55 agences dans le monde; L'AFD est présente au Cambodge depuis 1993

000 cadres des usines de confection sont essentiellement étrangers. Des Cambodgiens doivent être capables d'occuper ces postes.

rechercher des marchés étrangers

Il faut encore aider les sociétés productrices à rechercher des marchés étrangers. S'agissant des produits textiles, il existe déjà des relations fortes entre des acheteurs à grande capacité et les producteurs cambodgiens -qui doivent s'adapter à ce que ces grands acheteurs souhaitent.

Mais pour quantité d'autres producteurs il s'agit de les aider à faire leur promotion.

Notre programme a là deux premiers points d'application: le poivre de Kampot, le sucre de Kompong Speu.

- **le poivre de Kampot:** il faut faire effort pour mieux organiser les producteurs, qui sont dispersés, et arriver à une «masse critique» qui permette d'entrer sur les marchés extérieurs. Il faut faire effort aussi sur la qualité, qui est reconnue de longue date, sur sa régularité, et sur la notoriété, qui s'est un peu perdue avec le temps. Il faut sans doute aussi un appui financier pour que l'ensemble de la filière reprenne.

La délimitation géographique d'une zone qui corresponde au label «poivre de Kampot» est une question. Il faut commencer par une législation, qui se met en place, sur la propriété intellectuelle et que, pour le poivre, les délimitations géographiques soient faites en concertation avec les associations de producteurs.

Ce processus est en cours, les associations de producteurs sont là, l'opérateur, les autorités locales collaborent à sa mise en place. On peut penser que dans une ou deux campagnes, les efforts aboutiront et que l'on trouvera du poivre de Kampot sur les marchés étrangers.

- le sucre de palme de Kompong Speu

Avec le ministère du Commerce ont été retenus 19 produits que le Cambodge peut promouvoir sur les marchés étrangers, parmi lesquels le riz de Battambang, le durian, ... la soie cambodgienne.

Pour la soie, il s'agit principalement d'augmenter la production de fil, de mieux associer la production de fil, pratiquée surtout dans le nord, aux régions de tissage situées dans le sud, et de donner à la soie cambodgienne une image particulière qui la distingue des autres producteurs de la région. Il est très possible que dans le cadre du programme «renforcement des capacités commerciales» l'AFD intervienne de nouveau en faveur de la soie cambodgienne.

le Cambodge, terre de tournage de films

Hervé Galeppe cite enfin un volet très original de l'appui apporté par l'AFD aux capacités exportatrices du Cambodge: la mise en place, avec le ministère de la Culture, d'une *Commission du Film du Cambodge* qui fera la promotion du Cambodge comme terre de tournage de film. Le Cambodge a là des atouts particuliers qu'il faut valoriser.

Eric Beugnot conclut en soulignant la continuité des chaînes de valeurs: certaines actions se situent tout à fait en amont, d'autres tout à fait en aval ... Et sur l'harmonisation des efforts: «toutes nos actions ne peuvent être efficaces que dans un cadre harmonisé, en connexion avec le travail remarquable du ministère du Commerce pour une «approche produit». «Un bailleur de fonds peut avoir des actions précises pour lever un certain nombre d'obstacles, mais il est d'autant plus efficace qu'il s'agit d'une approche harmonisée».

interview réalisée pour Apsara TV et pour Cambodge Nouveau

Compétitivité

L'UNDP vient de publier un rapport sur cette question, présenté le 25 juin par Brook Evans à la réunion mensuelle de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne. Quelques conclusions majeures de ce rapport:

Malgré de remarquables progrès au cours des 10 dernières années, le Cambodge présente des faiblesses importantes notamment en matière de santé (mortalité infantile), d'éducation, d'infrastructures, de justice, de droits de propriété, de productivité, de prix de l'électricité... Il a gagné des places dans l'échelle qui mesure la compétitivité, mais la crise rend urgents de nouveaux progrès pour rester compétitif ... rien là que l'on ne sache déjà.

Un graphique «en toile d'araignée» montre comment se situe le Cambodge par rapport aux autres pays de l'ASEAN.

En fait c'est plutôt sans les études sectorielles que ce rapport apporte des informations moins connues, ou plus précises. Par exemple:

En matière agricole: - très faible valeur de la production par ha; - rapide augmentation de la culture du manioc; - et de celle de l'hévéa-culture (70 000 ha actuellement, sans doute 300 000 dans 10 ans); - insuffisante production de légumes et mauvaise organisation com-

merciale ... nécessité de diversifier et d'augmenter la valeur ajoutée.

- *Confection:* voir articles de *Cambodge Nouveau*.

- *Tourisme:* id°. Des enquêtes montrent que le tourisme au Cambodge profite particulièrement peu aux plus pauvres: environ 7 % des dépenses des touristes. Il y a des efforts pour corriger cela.

- *Télécom:* - le coût de l'internet est des plus élevés, son usage limité; - il y a très peu de téléphones fixes, mais 3,7 millions de portables (26 % de la population); - le secteur ITC est très ouvert, avec 8 fournisseurs de portables, et 11 ISP (serveurs) principaux. La législation n'est pas claire, ni son application.

- *Construction:* boom depuis quelques années, en valeur moyenne des projets, passée de 157 000 \$ à 1,65 millions, et en valeur totale: 500 millions en 2003 et 3,2 milliards et 2007; - les salaires des ouvriers sont les plus bas de l'ASEAN, 4,5 \$ par jour; - le secteur manque d'ingénieurs, d'architectes, de spécialistes et d'ouvriers qualifiés qui sont très souvent étrangers; - trop de matériaux (ciment, acier etc ...) doivent être importés, avec des prix qui augmentent; - les délais pour obtenir un permis de construire sont de loin les plus longs de l'ASEAN; il faut un processus transparent et supprimer les paiements informels; - les normes de construction ne sont pas assez strictes; - il faut former des Cambodgiens aux métiers de la construction; - recenser, étudier les ressources locales exploitables.

Canada Bank, Your Best Partner!

Canada Bank
加華銀行
CANADIABANK PLC.

Perte Zéro
Risque Zéro
Sécurité Maximale

7.5%

Avec le dépôt à court et moyen terme, profitez d'un investissement sans risque, en vous assurant d'un rendement connu à l'avance.

Pour plus d'informations, veuillez contacter au 023 215 286 (interlocuteur français - Mr. HOR K Routh)

les enjeux urbains de l'habitat du plus grand nombre pour une politique du logement social

Les termes actuels de l'urbanisation des villes cambodgiennes sont porteurs de contradictions. L'activité économique intense contraste avec une restitution fragmentée et de fait inégalitaire des bénéfices de la croissance. L'intervention du secteur privé révèle moins une attitude attentiste de la part des investisseurs qu'un manque d'implication de la puissance publique. Les mécanismes financiers s'ingèrent dans le développement urbain sans aucune forme de régulation.

Ainsi, la tendance actuelle veut que les capitaux privés fassent la ville, mais desservent à plus long terme son développement. La posture actuelle des autorités est de tirer les profits à court terme de ces retombées économiques sans répercuter ces apports dans le développement urbain. Cette absence de contreparties est, sur l'échelle temps de la croissance urbaine, une perte d'argent significative puisque la mise aux normes des zones valorisées dans un objectif immédiat de rentabilité sera bien plus onéreuse qu'une intervention en amont.

Déséquilibre entre production et besoins

Le secteur du logement illustre cet état statuto. Le développement de l'immobilier résidentiel, apanage exclusif du secteur privé, se réalise sans aucune forme de concertation. Les capitaux opérant sur le marché proposent un parc de logements en accession destiné à satisfaire une demande minoritaire de la population. Ceci génère invariablement un déséquilibre entre la production immobilière et les besoins réels. Pour l'heure, les ménages exclus du marché n'ont pas d'autres options que de solliciter le réseau informel.

L'absence de compromis entre les investissements et les enjeux urbanistiques conduit à des situations paradoxales et souvent irréversibles. La succession de compartiments inoccupés en périphérie témoigne des méfaits de la spéculation immobilière alors que les expulsions forcées sont l'aboutissement d'une ingérence privée non régulée. Les possibilités de conciliation sont limitées par manque de planification. L'attitude des autorités consiste à « repousser » le problème du logement des ménages expropriés en périphérie sur des sites sous-équipés et éloignés des pôles économiques.

Mobiliser le secteur privé en faveur du logement social

En position de faire valoir sa pleine autorité, le gouvernement est en mesure d'orienter la production de logements dans l'optique de couvrir les besoins réels sur les bases de l'accession directe ou de la location, ceci en envisageant des structures temporaires destinées à contenir l'exode rural saisonnier. Cela suppose de mobiliser le secteur privé tout en initiant une politique publique de l'habitat. Il s'agit d'instaurer un système d'exonération afin de permettre au secteur privé de devenir un élément moteur de la promotion de l'immobilier résidentiel à caractère social. Cette alternative est néanmoins tributaire d'une position gouvernementale affirmée qui fixe une nouvelle forme d'interventionnisme étatique.

L'expérience du passé montre que la puissance publique peut être exhortée dans l'intérêt général. Le régime du Sangkum s'est, pour exemple, illustré par une politique du logement social. Dans le contexte post-indépendance de construction d'un État-Nation, le socialisme bouddhique a façonné une stratégie de développement sur la thématique communautaire. Ainsi, la « politique de l'habitat du plus grand nombre » se destinait à promouvoir le logement pour les fonctionnaires. À Phnom Penh, les appartements de la Municipalité et de la Banque Nationale sur le Front du Bassak ainsi que le complexe des 101 maisons à Tuol Kork sont des réalisations phares.

Bien que limitée dans le temps, cette esquisse montre que,

par le passé, le pays a su mobiliser des ressources publiques dans l'objectif de servir une politique sociale. La situation actuelle est, certes, bien éloignée du contexte socio-économique des années 1960. Toutefois, il reste envisageable de composer, en rappel de cette expérience passée, une nouvelle forme d'immixtion publique ajustée aux enjeux actuels. L'État peut ainsi passer de la position du spectateur percevant des rétributions financières partielles au statut d'initiateur et de gestionnaire.

Créer un fonds d'intervention alimenté par la fiscalité

Depuis peu, le gouvernement révisé sa politique en intégrant le logement dans les perspectives de la planification territoriale. La question de l'habitat figure désormais dans les études prévisionnelles du Ministère de l'Aménagement, ceci en continuité de la politique nationale de l'habitat adoptée en 2003 et du sous-décret sur les concessions sociales favorisant l'accès à la propriété aux ménages défavorisés. Toutefois, sans perspectives probantes de mise en application, ces textes restent à l'état d'outil réglementaire. Le volet opérationnel implique l'intervention d'un fond monétaire pouvant être alimenté par la fiscalité foncière ou la taxe sur les investissements privés.

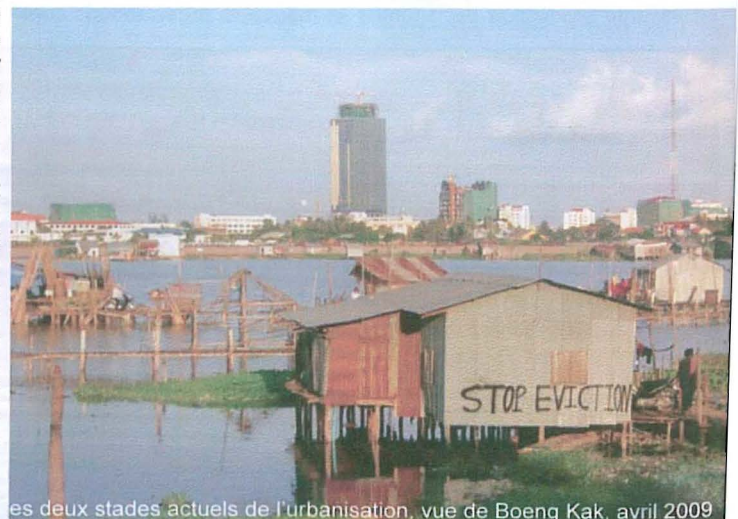
Profiter de la crise pour réformer

Le contexte actuel de récession économique est propice à l'instauration d'une nouvelle voie de négociation avec les divers acteurs privés. La baisse substantielle du taux de croissance des investissements étrangers directs ainsi que des prêts bancaires atténue la pression sur le foncier. Le ralentissement de la spéculation et la réduction significative du prix de l'immobilier résidentiel constitue une opportunité certaine pour l'État de jouer son rôle de régulateur et de réformateur.

Le nécessaire partenariat public / privé

Dès lors, établir un contrat de réciprocité entre les acteurs public et privé est un préalable à la promotion du logement social. Ce partenariat envisagé peut de surcroît exercer un « effet de levier » en impulsant une dynamique de planification qui fait défaut aux villes cambodgiennes. Pour le gouvernement, l'enjeu à venir est d'établir un consensus politique autour de la notion d'intérêt général, prérogative indispensable au développement concerté où l'ensemble des droits de la population est pris en compte.

Adeline Carrier
Urbaniste, chercheur Paris VIII



Les deux stades actuels de l'urbanisation, vue de Boeng Kak, avril 2009

Frédéric Mauret, chef de projet à la Municipalité

il faut donner à la Municipalité les moyens de gérer Phnom Penh

Depuis qu'elle est redevenue capitale du Cambodge dans les années 1860, le développement de Phnom Penh a donné lieu à des planifications successives. Cependant, tout au long du 20^e siècle, un seul schéma directeur d'urbanisme, établi par le cabinet Chauchon en 1950 fut adopté. Ce document n'est évidemment plus en mesure de répondre aux exigences actuelles du développement urbain, marquée par une extension rapide du territoire urbanisé qui accompagne une forte croissance économique et démographique.

A l'ère de la mondialisation, Phnom Penh est à l'évidence entrée dans une phase de développement semblable à celles qui ont marqué il y a quelques années les grandes métropoles asiatiques.

Les quatre signes majeurs de cette métropolisation se trouvent dans la création de grands hôtels internationaux, de complexes commerciaux et la construction des premières tours de bureaux et de logements du type condominiums.

On assiste en même temps aux changements brutaux qui accompagnent ce processus dont plusieurs opérations témoignent: déplacement des populations urbaines pauvres pour la création de grands projets d'aménagement en périphérie urbaine, disparition rapide de l'agriculture périurbaine et des systèmes hydrauliques traditionnels, etc. Le territoire d'influence de la capitale dépasse aujourd'hui largement ses limites administratives. Son développement doit donc désormais être pensé en lien étroit avec la province limitrophe de Kandal mais aussi avec l'ensemble du réseau des villes secondaires du pays.

une urbanisation désordonnée que la municipalité ne maîtrise pas

Le choix politique d'orienter le développement vers l'économie de marché favorise le développement des capitaux privés. Cependant, en l'absence de planification et de réglementation adaptée, les projets d'aménagement sont déconnectés du contexte urbain dans lequel ils s'implantent. Fortement introvertis ils n'intègrent pas les réserves foncières pour les infrastructures et les équipements de base qu'une réglementation obsolète n'est pas en mesure d'imposer. Démunie financièrement, la municipalité ne peut palier à ces déficiences. Il en résulte une urbanisation désordonnée que la municipalité tente vainement de gérer au jour le jour.

D'une part, il en résulte une urbanisation de l'artifice, déficiente en infrastructure, équipements publics et services conduisant à une forte ségrégation sociale, et d'autre part l'absence d'étude d'impacts pour les différents investissements conduit à des catastrophes urbaines :

Inondation de Phnom Penh Thmei induite par le remblaiement des zones d'épandage des eaux pluviales des anciens lacs Nord (Site de *Camko City* et *Grand Phnom Penh*) ; pollution des écosystèmes suite à l'absence de traitement des effluents ; absence de réserves foncières pour voirie ayant pour conséquence une congestion des transports ; etc ...

des outils de gestion très insuffisants

Malgré l'adoption de la loi organique du 24 mai 2008, les enjeux politiques et financiers rendent long et difficile le processus de déconcentration, le gouvernement essayant de renfor-

cer ses prérogatives sur le développement de la capitale. Les outils dont disposent les autorités pour gérer l'expansion urbaine se révèlent fragmentaires et peu efficaces :

1 - Un cadastre en cours de réalisation, coordonné par le MATUCC (Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Construction) c'est le projet LMAP.

Financés par la Banque Mondiale, les travaux ont commencé en 2003 pour une première phase de cinq ans. N'intégrant ni les terrains publics et privés de l'Etat ni les servitudes foncières indispensables au développement urbain, les titres de propriétés sont délivrés sans prendre en compte les servitudes publiques, conditions structurantes du développement économique.

2 - Selon le décret 86 d'instruction des permis de construire datant de 1996, l'urbanisation s'effectue principalement sous le contrôle du MATUCC qui délivre tous les permis de construire supérieur à 3000 m². En cours de révision, ce décret propose de réduire à 1500 m² la surface des constructions contrôlées par la municipalité et n'envisage pas la réglementation des lotissements

(principal mode d'urbanisation actuel de la capitale) et des immeubles de grandes hauteurs.

3 - L'implantation des grands projets d'aménagement (tel *Grand Phnom Penh*) pourrait être l'opportunité de doter la capitale des grandes infrastructures et d'équipements qui lui font défaut. Se sont des enjeux majeurs auxquels la Municipalité n'a pas accès.

4 - La Municipalité n'a ni le pouvoir de faire respecter les deicas votés (préservation du beng Trabek) ni d'imposer le vote de nouveaux deicas (protection du patrimoine).

donner à la municipalité les moyens de gérer

Face aux enjeux politiques et économiques à court terme et aux lobbies privés, la Municipalité est démunie, et les décisions stratégiques lui échappent. Chaque jour qui passe rend plus difficile et plus coûteuse la mise en œuvre d'un projet global. Le gouverneur doit aujourd'hui gérer une ville sur laquelle son pouvoir d'action est restreint.

Améliorer la gestion urbaine ne peut se faire qu'en lien avec la ville afin que chaque nouveau projet soit conçu comme une partie d'un tout cohérent et participe au bon fonctionnement de l'ensemble de la ville.

Pour cela, il est nécessaire de sortir de ce processus décisionnel complexe. Dans la continuité de la stratégie rectangulaire du gouvernement, il est indispensable d'aider la Municipalité à mettre en place les outils adaptés à la régulation de la nouvelle urbanisation.

le Conseil municipal

Dans cette optique, un conseil municipal a été élu en mars 2009. Doté d'un pouvoir législatif et exécutif, il pourrait être en mesure de donner plus de prérogatives à la Municipalité, permettant notamment de fixer des axes de planification et de développer des partenariats public/privé équilibrés.

Son action est attendue tant par les citoyens que par les investisseurs, dans l'espoir de réguler un développement urbain qui en l'absence de toute planification va se scléroser rapidement.



le transport ferroviaire bientôt sur les rails ?

entretiens avec les acteurs

La réhabilitation des chemins de fer du Cambodge ? On pourrait dire «ça va son train», sans hâte. Il y a eu des attentes, des longueurs, des embrouilles. On considérait déjà en 1996 comme une urgence la remise en état des deux lignes ferroviaires (cn 50 et 56). Treize ans plus tard on est encore loin de l'objectif.

Mais enfin plusieurs étapes importantes ont été franchies. En janvier 2008 la réhabilitation des deux lignes ferroviaires faisait l'objet d'un contrat entre le gouvernement et l'entreprise française TSO, avec entrée en application en mars.

L'étape la plus récente, longtemps attendue, a été le 12 juin 2009 la signature d'un contrat de gestion entre le gouvernement et une entreprise privée.

C'est l'australienne Toll Holdings (un géant régional en matière de transports et de gestion de transports maritimes et ferroviaires) qui va gérer, pendant 30 ans, les chemins de fer cambodgiens, en joint venture avec le Royal Group (respectivement 55 % et 45 % des parts).

On peut souligner que la gestion d'un réseau ferré par une entreprise privée est une grande première en Asie.

Le financement de la réhabilitation est assuré conjointement par l'ADB, l'OPEC, la Malaisie et le gouvernement cambodgien. Tout va bien donc ? Pas vraiment.

côté gouvernement, on s'impatiente

Du côté du gouvernement, au ministère des Travaux publics et des Transports, on s'impatiente. Depuis que TSO a obtenu le contrat, en mars 2008, il y a donc bientôt 15 mois, on ne voit pas de travaux en cours. Que fait TSO ?

«Oui, reconnaît M. Yit Bunna, directeur adjoint du projet Réhabilitation des chemins de fer, il est vrai qu'il y a des questions encore non résolues comme le tracé de la ligne dans le port de Sihanoukville; et sur les quelques km précédant Poipet et la frontière thaïlandaise, c'est-à-dire 5 à 6 km des 48 km Siso-phoan—Poipet qu'il faut construire.

« Mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire. Il y a par exemple des quantités de ponts à reconstruire, il y en a 89 sur la section Phnom Penh—Poipet, TSO pourrait commencer par là, ou bien améliorer la ligne de Phnom Penh à l'ancien port sur le Mékong qui est en très mauvais état, au lieu de se fixer sur les problèmes de détail qui restent à régler.

« Nous n'avons même pas encore le design précis des travaux prévus par TSO, des ponts à réparer, ce design n'est en fait pas terminé, il s'en faut sans doute de 6 mois. L'étude préliminaire, baseline study, n'a pas été faite de façon sérieuse.

«Il nous faut aussi le calendrier de ces travaux, parce qu'évidemment ils interrompent le trafic, et le gestionnaire du réseau est directement concerné.

« Il est vrai que le financement est insuffisant, nous savons bien qu'il faudra demander une rallonge. Mais comment demander des fonds supplémentaires alors qu'avec les 7,15 millions de dollars que TSO a à sa disposition, 3,66 pour une ligne et 3,49 pour l'autre, rien n'a encore été fait ?

«Pendant ce temps, le gouvernement doit rembourser les prêts de l'ADB, il s'agit de gérer les fonds de façon rigoureuse ».

En fait la situation est assez compliquée et le directeur de TSO pour le Cambodge, Gilles Goepfert, répond vigoureusement aux critiques.

Précédents articles sur les chemins de fer: cn ... 223, 239, 246, 247, 248, 251, 263, 266.

Cambodge Nouveau: des informations de première main. Ne le copiez pas.



photos A. Gascuel

Gilles Goepfert, TSO

«Nous sommes contents que Toll ait signé avec le gouvernement le contrat de management du réseau ferré cambodgien. Cela va débloquer les fonds de l'ADB, et les travaux vont pouvoir démarrer. C'est sur la demande de l'ADB, qui avait menacé de se retirer du projet, que nous avons seulement réalisé des travaux de topographie et de design. En effet, une des conditions du prêt était la mise en concession du réseau avec un opérateur privé.

Mais tout n'est pas réglé ! Pour devenir effectif, l'accord de concession doit encore avoir l'approbation de l'ADB et de l'AusAid. L'apport d'une somme supplémentaire, qui fera passer le financement des travaux de réhabilitation de 73 à 148 millions de dollars, n'est pas encore signé.

Pour nous TSO nous dépendons du feu vert de l'ingénieur japonais de Nippon Koei-JARTS qui supervise le contrat et représente le client –le ministère des Travaux publics-. Il joue le rôle d'arbitre entre les diverses parties.

Nous disposons en principe d'une somme de 51 millions de dollars pour la première partie des travaux, mais l'avance de paiement a eu du retard, et nous avons en fait 7 millions à disposition depuis novembre 2008 seulement. «C'est une somme que je peux dépenser en une semaine en commandes de matériels divers, traverses en béton, machines ... dit Gilles Goepfert, mais pas avant d'être sûr que tout le dispositif démarre vraiment. Le projet était en suspens tant que la concession n'était pas signée, et l'avance aurait dû être remboursée si le projet était annulé faute de concessionnaire en place. J'attends que le gouvernement et l'ingénieur japonais confirment la signature et donnent le feu vert pour le redémarrage ».

- pour la ligne nord «hors missing link» (les 48 km Sisophon—Poipet), il manque 23 km de rails, et traverses en acier, attaches ...). Le gouvernement nous avait dit: nous avons les rails nécessaires, il faut les prendre sur les voies de garage qui ne servent plus. Inventaire fait, cela ne suffit pas, de loin, et Toll refuse que l'on démonte les voies de garage existantes tant qu'ils n'ont pas finalisé leur plan opérationnel.

Finalement, on ne peut réhabiliter qu'un km de voies, sans toucher au deuxième financement -qui n'est pas encore signé.

Voilà pourquoi nous travaillons sur le missing link: les rails sont là, la topographie et le design sont faits.

- Poipet: le tracé prévu pour la voie ferrée passe entre deux casinos tout proches de la frontière, au ras de l'un des casinos. La sécurité des personnes reste à finaliser. Ce tracé, ce n'est pas nous TSO qui l'avons choisi, il a été décidé par l'ingénieur japo-



nais, après discussions, sur la demande du gouverneur et du gouvernement, et avec l'approbation des propriétaires des casinos. Ce tracé passe maintenant juste devant les casinos, car avec l'augmentation du trafic routier (le nombre de camions autorisés vient de passer à 150 par jour) le gouverneur craignait qu'un voie partagée rail/route ne crée un engorgement. D'autre part le pont frontrière, très insuffisant, doit être reconstruit: les deux gouvernements discutent sur le financement.

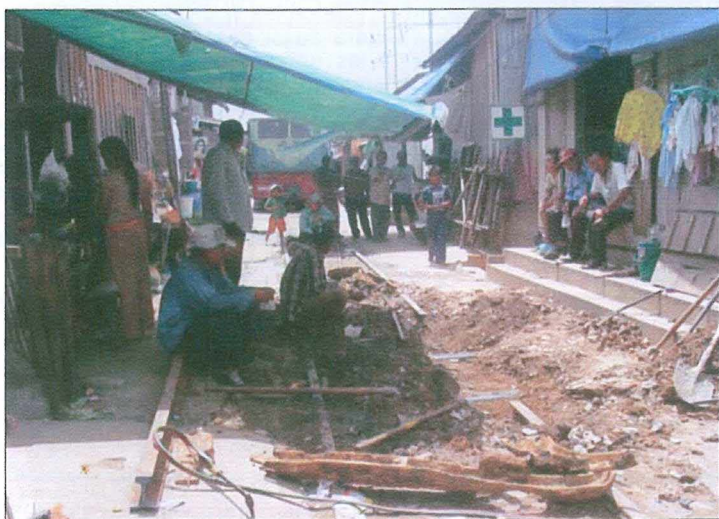
Il est aussi question –selon une autre source- de déplacer le passage de la frontière pour la Zone spéciale de développement économique ...

S'agissant du missing link, pour la section précédant Poipet, il y a beaucoup de gens à déménager, plus de 800 familles ! La presse a fait des reportages là-dessus. En fait l'ancien tracé a été enterré, on a retrouvé les ponts à 1 m de profondeur, et les gens se sont installés au-dessus. «Ce n'est pas à nous TSO qu'il revient de les expulser ».

Et sur les 40 premiers km du missing link, à partir de Sisophon, il y a aussi une centaine de familles à déménager. Ils ont de fait été éloignés, l'enregistrement a été fait, mais comme le gouvernement attend le début effectif des travaux pour verser les indemnités, ils ne sont pas contents. Si les travaux ne commencent pas bientôt, ils vont revenir ...

La voie qui dessert l'ancien port fluvial de Phnom Penh est aussi très affectée par les relogements nécessaires ainsi que la zone de Phnom Penh et les abords des gares.

- les ponts: Nippon Koei avait fait l'étude préliminaire en



Trafic ferroviaire: l'extrême limite est atteinte

Les Chemins de fer du Cambodge ont été entretenus et sont restés en état de rouler bien au-delà du raisonnable par un personnel exceptionnellement dévoué. Mais on est arrivé maintenant à la dernière phase: rouler, ce n'est plus possible.

La situation en juin 2009: il n'y a plus aucun train de voyageurs. Des trains qui transportent du fret: à la demande seulement (il n'y a plus de transports réguliers) et sur la ligne de Sihanoukville seulement (ciment de Touk Meas ...). Les trains déraillent constamment. Si ce n'est pas grave, on peut remettre sur les rails avec les moyens du bord. Si c'est plus grave il faut un camion grue, le convoi peut être immobilisé une dizaine de jours. (Photo: vers l'ancien port fluvial)

Réhabilitation: le contrat

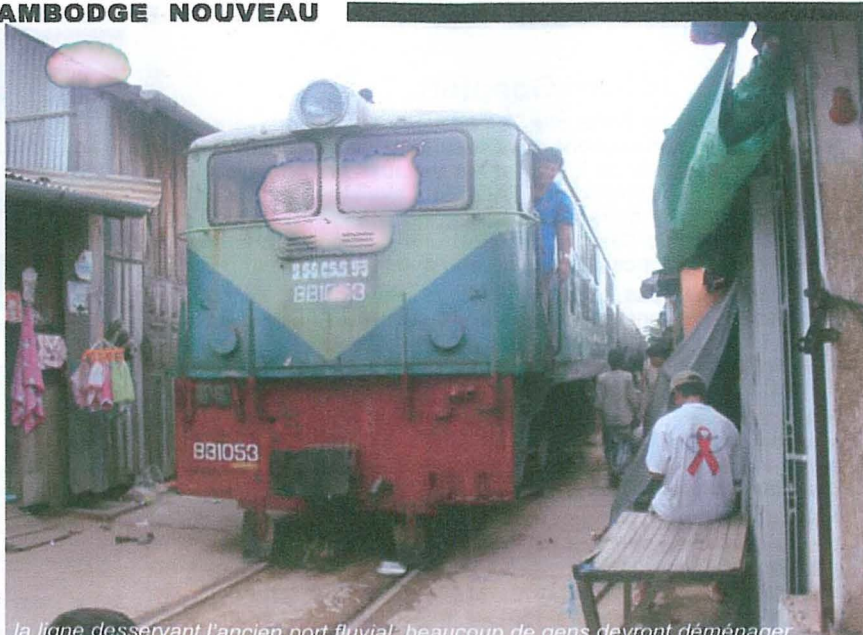
Signé le 11 janvier 2008, il stipule que la réhabilitation concerne les deux lignes:

1. Phnom Penh—Sihanoukville, 266 km. La ligne comporte 97 ponts, 5 ponts pour réparations majeures (3 en acier, 2 en béton) et 18 ponts pour réparations mineures (2 en acier et 16 en béton). 40 buses et 9 dalots à reconstruire ou à réparer. Les traverses sont en béton précontraint et en bois. La charge à l'essieu: 20 tonnes. Vitesse maximale des trains 50 km/h. Délai de réalisation: 945 jours (à partir du 1er mars 2008).

2. Phnom Penh—Poipet, 386 km, dont 338 de Phnom Penh à Sisophon et 48 km à reconstruire de Sisophon à Poipet (jonction avec la ligne thaïlandaise) . Cette ligne compte 175 ponts, dont 44 pour réparation majeures (29 en acier et 15 en béton) et 45 pour réparations mineures (32 en acier et 13 en béton), et 8 ponts pour la section manquante: 2 en acier et 6 en béton. 80 buses, 77 à créer et 3 à réparer. Charge à l'essieu: 15 tonnes, et 20 tonnes pour la section à créer. Traverses: acier et bois (béton précontraint pour la section à créer). Vitesse maximale des trains: 50 km/h. délai de réalisation: 884 jours.

texte relu par G. Goepfert fin juin 2009

2005—2006 sur fonds d'assistance technique de l'ADB. Mais inspection conjointe faite avec Nippon Koei-JARTS, nous voyons qu'il y a beaucoup plus de ponts dangereux, de dalots à réaliser que n'en signalaient les termes du contrat. En fait, selon la dernière inspection, 100 % de plus en montant des travaux, si l'on voulait tout réparer (*détail voir encadré*). Il faut donc établir des priorités en discussion avec Toll. Sur le *missing link*, les estimations avaient dû être faites sur photos aériennes (à cause des mines). L'état des structures sur cette zone est meilleur que prévu, celui du reste de la voie nord et la voie sud bien pire. En fait on dépend pour les réparations des priorités que le futur gestionnaire doit déterminer, en accord avec l'ingénieur japonais et avec le gouvernement. La priorité de Toll, c'est la ligne sud, où il y a plus de fret à transporter. *« Pour TSO, nous réhabiliterons en fonction de ces décisions »*. Pour l'instant le représentant de Toll n'est pas encore en place, le contrat n'étant pas encore effectif.



la ligne desservant l'ancien port fluvial, beaucoup de gens devront déménager

Paul Power, Canarail
Cambodia restructuring project

P. Power (il succède à Michael Kennedy, qui avait donné plusieurs interviews à *Cambodge Nouveau*) comprend la position de G. Goepfert: *« tant qu'il n'y avait pas de contrat signé entre le gouvernement et Toll, le déblocage du financement de l'ADB était incertain, et TSO devait rester prudent, ne rien dépenser sauf pour les études de topographie et le design. Encore maintenant, dit Paul Power l'augmentation de ce financement, qui doit passer au total de 73 à 148 millions de dollars est « à l'étude », la décision n'interviendra que le 24 juillet. Le financement vient : - de l'ADB, dont la part initiale, 42 millions, va augmenter; - de l'OPEC, 13 millions; - de la Malaisie, 2,8 millions, (don de rails); - et du gouvernement, dont la part doit augmenter.*

Toll et Royal Group: « Toll Royal Rail » ?

L'investissement de Toll, futur manager du réseau, avec le Royal group qui a 45 % des parts de la future compagnie, n'est pas connu. Cette future compagnie pourrait s'appeler Toll Royal Rail, TRR. Elle emploiera plus de 600 personnes.

C'est Toll, qui a une très forte expérience des transports, présent dans 50 pays, et particulièrement en Australie, à Singapour, en Thaïlande, en Inde, en Chine ... qui assurera la formation du personnel; le Royal Group assurera la gestion.

On a dit que Toll pourrait se retirer après une première phase, et laisser le Royal Group se débrouiller seul. C'est peu probable, estime Paul Power. Toll a une stratégie régionale, veut être présent partout en Asie.

Beaucoup de questions restent à régler pour le futur gestionnaire. Le matériel roulant par exemple: il n'en reste que 20 % de récupérable. Il faudra faire venir des wagons et des locomotives.

Les gares: il est probable que l'on en gardera 7 pour la ligne nord, et

6 pour la ligne sud, les discussions entre le gouvernement et Toll en décideront. La rentabilité du réseau viendra plus du transport de fret (les containers, le ciment de Kampot ...), que des voyageurs.

[Il est bien possible que les voyageurs perdent à ce nouveau système si le nombre des gares diminue et s'il devient plus difficile de voyager gratuitement ... ndr]

Les terrains: une autre question à régler est celle des terrains: les vastes surfaces situées en plein Phnom Penh longeant le Boeung Kak seront vendus par le gouvernement, les voies de garage et les hangars d'entretien seront démantés à Samraong, où sera construit un vaste pôle d'échanges multi-modal. Il faudra d'ailleurs un financement supplémentaire pour construire ce pôle. Il pourrait prendre de l'importance avec sa position centrale lorsque sera réalisée une liaison continue entre la Chine, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour ...

La surface occupée par les chemins de fer, à Phnom Penh, bâtiments compris, passera d'environ 30 ha à 15.

Le terrain dépendant des gares de province fait question aussi: il faudrait 600 à 800 m pour une station. Pour le futur gestionnaire la question de ces terrains est importante, certains peuvent être loués à des commerçants ... Selon les souhaits du gestionnaire concernant les gares, il faudra aussi des aiguillages (ceux qui existent ont 60 ans, il faut les remplacer, et chaque aiguillage neuf coûte 35 à 50 000 dollars).

Question aussi: **la desserte du port de Sihanoukville**, dont le tracé n'est toujours pas décidé. Le futur gestionnaire du réseau ferroviaire a évidemment intérêt à charger le maximum de containers pour rentabiliser la ligne. Il pourrait aussi arguer de la moindre pollution, par rapport au transport par la route, pour obtenir des crédits-carbone ...

Phnom Penh—Ho Chi Minh

Quant à la future liaison ferroviaire Phnom Penh—Ho Chi Minh, elle devrait rejoindre la ligne vietnamienne qui va jusqu'à Loc Ninh, au nord de Tay Ninh, non loin de la frontière du Cambodge.

Le Vietnam s'est engagé à y contribuer pour 438 millions de dollars (128 km de Ho Chi Minh à la frontière).

Du côté cambodgien, la ligne aurait 255 km de long, le coût était estimé en 2006 à 255 millions de dollars (*cn 239*).

Le futur tracé n'est pas encore déterminé. Le financement est encore incomplet.

Les Chinois font actuellement une étude de faisabilité.

Les travaux pourraient commencer en 2010.



Ces hangars d'entretien du matériel roulant, entre le bd. Confédération de Russie et le boeung Kak, seront démantés à Samraong où se situera un centre d'échanges multi-modal, rail, route (RN5, RN4, et RN6 par le nouveau pont de Preah Kdam), port sec, à proximité de l'aéroport de Pochentong et de la PPSEZ. Les terrains qui sont la propriété des chemins de fer (notamment les gares et terrains environnants) peuvent contribuer à rentabiliser le réseau (marchés, boutiques ...).

pierres et bijoux

première foire-exposition à Phnom Penh

La demande pour les très belles pierres, très chères, demeure inchangée, nous dit Mme L qui a un stand dans cette première foire-exposition organisée les 18,19 et 20 juin à l'hôtel Intercontinental. On manque notamment de gros rubis. Pour une très haute qualité, le rubis se vend aussi cher que le diamant: à partir de 5000 \$ pour 3 carats ... Il y a moins de demande pour les



chères. Mais je reviens de Las Vegas et je vois que les prix de ces pierres couleur ne diminuent pas; à la différence de ceux des diamants, qui ont nettement baissé.

Oui on trouve beaucoup de pierres précieuses et semi-précieuses au Cambodge. A Pailin on ne trouve plus que très peu de petits rubis, environ 1/2 carat; aussi des saphirs jaunes; beaucoup de grenats, pierre semi-précieuse qui vaut environ 20 % moins cher que les rubis. On trouve aussi des rubis au Vietnam, de meilleure qualité que ceux de Pailin, mais très petits, il en faut 5 ou six pour faire un carat, ils valent de 50 à 150 dollars. Les émeraudes viennent de l'Inde.

On dit qu'il y a dans les Cardamomes, en des endroits difficiles à atteindre, de très belles pierres, connues de quelques-uns seulement. Où ? Le secret est bien gardé.

Dans le Rattades zircons jaunes et bleus, qui n'existent que là, nulle part ailleurs dans le monde. Les prix pour 10 carats peuvent aller de 82 à 150 dollars; ils se vendent bien apprécié en Thaïlande et les Coréens les beaucoup.

Dans la province de Kompong trouve des améthystes, très pâles. Thom on brillant un peu

Du côté de Takeo, au Bayang, on trouve des zets, des «topazes fudes quartz, des aiguës bleues et sans couleur (cn 273). Phnom topamés», mari leurs

Dans le Mondolkiri on trouve des péridots, jaunes, et vert-jaune qui peuvent avoir une grande taille.

Oui la plupart des pierres qui sont en vente dans les bijouteries, au Cambodge comme ailleurs, ont été chauffées, pour obtenir de plus belles couleurs. Ce sont des techniques très particulières, qui sont bien maîtrisées notamment en Thaï-



lande, au Sri Lanka.

Par exemple, en chauffant une aigue-marine un peu pâle à 450-500° on obtient un bleu plus profond. Mais l'aigue-marine reste assez fragile aux chocs. D'une façon générale les pierres que l'on a chauffées sont plus sensibles aux chocs, et s'il y a un petit éclat, même très petit, par exemple au moment où l'on sertit la pierre, la couleur s'affadit petit à petit.

La taille des pierres est souvent faite au Cambodge même. Il existe maintenant toute une gamme de machines qui permettent des tailles de qualité diverses ... il suffit de mettre le prix pour obtenir la plus haute qualité !

Des pierres fausses ? Oui, il en existe des quantités, et depuis longtemps. On trouve de faux rubis qui ont plus de 100 ans ! On sait faire aujourd'hui des rubis synthétiques, mais il y a plusieurs techniques pour faire de faux rubis ...



Ce qui se vend le plus, nous dit Mme V, de LV Diamond sur la place du Marché central, ce sont les rubis. La crise n'a pas d'influence sur la vente des très belles pierres, les gros rubis «sang de pigeon» - les Cambodgiens disent «sang de poulet» - mais pour les ventes courantes nous voyons qu'il y a beaucoup moins de visiteurs venant d'Europe. Du côté du Cambodge, nous avons toujours nos clients habituels; ce qui a beaucoup diminué ce sont les nouveaux visiteurs.



le crédit-carbone

une bonne formule pour le Cambodge

L'objectif étant de diminuer les émanations de gaz qui polluent la planète, la grande idée du Protocole de Kyoto, signé en 1997, est d'inciter les très pollueurs et les non-pollueurs à conjuguer leurs efforts. Le système du crédit-carbone a été récemment exposé lors de la réunion mensuelle de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne par Kimberley Buss, de l'ONG Gerès (*Groupement énergie, environnement, solidarité*).

Principe: les pollueurs, en premier lieu certaines entreprises des pays industrialisés, qui dépassent les normes, peuvent acheter aux non-pollueurs, entreprises, projets qui diminuent la pollution et qui acquièrent ainsi des «crédits-carbone», sortes de *bons points*, ces crédits-carbone qui sont en somme une taxe sur la pollution.

Pour les pollueurs, ce système coûte de l'argent, ils sont donc incités à polluer moins pour entrer dans les normes. Du côté des bons élèves, de ceux qui font des efforts pour polluer moins, le plus souvent situés dans les pays moins développés, on est récompensé lorsque l'on vend les crédits-carbone, et ce sont des ressources évidemment bienvenues.

Il existe deux systèmes:

- soit on traite directement entre acheteurs et vendeurs de crédit-carbone (avec des intermédiaires professionnels que l'on trouve par exemple sur internet), c'est un système très simple, mais la tonne de CO² est à un prix plutôt faible (5 à 7 \$ ou environ);

- ou bien on se conforme à un système UN beaucoup plus formel, plus compliqué, plus contrôlé, où le prix de la tonne de CO² est beaucoup plus élevé (10 \$ à 20 et jusqu'à 30 \$).

Des questions se posent aussitôt: existe-t-il des objectifs précis? Qui établit les normes? Comment mesure-t-on la pollution? Quels sont les instruments de mesure? Quelle autorité va centraliser les informations venant du monde entier et imposer sanctions et récompenses? Qui organise les échanges? Selon quels tarifs? Qui va contrôler? Y aura-t-il des pénalités?

La plupart de ces questions d'ordre très général ont une réponse: notamment: - l'objectif pour 2012, limiter les émissions de CO² à un niveau de 92 à 110 % de ce qu'elles étaient en 1990; - la méthode de mesure et le fonctionnement du système forment un processus compliqué mais bien défini; - chaque pays doit faire chaque année un rapport à l'ONU. Et il y a chaque année une réunion des signataires, fin décembre à Copenhague, pour faire le point.

Ces bons principes une fois posés, quels ont les problèmes?

les plus grands pollueurs ne s'engagent à rien

Le système, dans son principe, est ingénieux. Il suscite l'adhésion de quantité d'organismes soutenant l'écologie, conscients des dangers causés par le réchauffement de la planète, de tous ceux qui voient l'urgence de lutter contre la pollution. Dans la pratique, le système d'achats et ventes de crédits-carbone n'en est qu'à ses commencements.

Les principaux pollueurs, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, jusqu'ici ne s'engagent à rien. L'argument des réticents, c'est que diminuer les émissions de carbone coûte cher, que les entreprises qui appliqueront les normes seront moins compétitives, que les profits seront réduits (USA), que le développement, qui est l'objectif premier pour la Chine comme pour

l'Inde, sera compromis.

Pour ce qui concerne les Etats-Unis, très gros pollueur, l'administration Obama est très consciente du problème. Un pas important vient d'être fait le 25 Juin: la Chambre des Représentants a adopté, de justesse, une loi visant à réduire de 17 % le taux de CO² d'ici 2020. Reste le risque que le Sénat s'y refuse tant que la Chine et l'Inde ne s'engageront pas à signer aussi. Quant à la Chine elle ne veut pas s'engager si les Etats-Unis et l'Europe ne s'engagent pas les premiers. Jusqu'à présent il y a blocage.

On est donc dans l'attente de la prochaine conférence de Copenhague, fin 2009. «Tout peut arriver», dit Kimberley Buss.

entretiens avec MM.

Sum Thy, Ministère de l'Environnement

Ratanakoma, Département des Forêts

J.P. Legagadec, Europ Continents

Mrs Kimberley Buss, Gerès

plutôt que sur la bonne volonté des grands pollueurs, compter sur les techniques nouvelles

Devant la mauvaise volonté des grands pollueurs, certains pensent que l'objectif, réduire les émissions de CO² (et de méthane, ...) et ainsi la pollution de la planète, sera plus probablement atteint grâce à l'invention, à la mise au point et à l'adoption dans le monde de techniques et de procédés nouveaux, non polluants, ou moins polluants.

On attend des nations développées qu'elle jouent ce rôle: investir dans des techniques nouvelles, des projets non polluants, et transmettre partout ces nouvelles technologies, par des investissements et de la formation. La Chine d'ailleurs a adopté cette voie, elle investit massivement dans la recherche des énergies renouvelables.

En fait partout dans le monde petits inventeurs, expérimentateurs de garage, chercheurs de laboratoires, équipes d'ingénieurs avec d'importants budgets ... dans le secteur public et le secteur privé, partout c'est l'effervescence.

le système CDM compliqué, mais rémunérateur

Le principe, selon le protocole de Kyoto, est d'associer les pays développés et les pays en développement. Les premiers -gouvernements comme entreprises privées- investissent dans des projets dans des pays développés et en récompense reçoivent des crédits-carbone qui leur permettent de se conformer aux normes qu'ils se sont engagés à respecter. L'objectif est double: réduire les émissions de gaz, et aider les pays en développement.

Dans les pays en développement, les gouvernements comme les entreprises privées peuvent vendre des crédits-carbone - en respectant des règles précises.

Les candidats-vendeurs de crédits-carbone doivent suivre un itinéraire bien balisé et contrôlé. Jean-Pierre Legagadec, directeur général d'*Europ-Continents*, société spécialisée dans ce domaine, précise les étapes du processus:

- étude de faisabilité; - projet de CDM; - approbation du pays «hôte»; - validation par l'organisme dit DOE (*Designated Operational Entity*); - enregistrement du projet par le bureau exécutif du CDM; - réalisation du projet d'usine et de son équipement; - vérification et certification des réductions d'émissions de gaz par le DOE; - le CDM donne le certificat de réduction d'émissions.

Au niveau national, l'agrément d'un projet CDM demande environ 55 jours.

La réduction d'une tonne de CO² vaut un crédit-carbone. « Si

l'on considère qu'une tonne de CO² vaut de 12 à 15 dollars et que l'on parle couramment de centaines de milliers de tonnes, on voit que le système est très bénéficiaire pour les uns (même si l'investisseur survalue souvent la quantité réelle des crédits-carbone obtenus, observe J.P. Lelagadec, qui a l'expérience du domaine), et très coûteux pour les gros pollueurs» (par exemple un très grand cimentier comme Lafarge achète de grandes quantités de crédits-carbone).

A fin décembre 2008, écrit le département spécialisé du ministère de l'Environnement, qui centralise l'information, il existait 1 263 projets CDM officiellement enregistrés, représentant 237,34 millions de tonnes équivalent CO².



au Cambodge

Le Cambodge a ratifié le protocole de Kyoto en 2002 et établi au sein du ministère de l'Environnement le CCCO, *Cambodian Climate Change Office*, qui explique le système aux candidats, coordonne les actions au niveau national, sert d'intermédiaire entre acheteurs et vendeurs de crédit-carbone.

Les secteurs qui ont le plus important potentiel pour bénéficier du système CDM, nous dit M. Sum Thy, CCCO, *team leader of green house gaz Inventory* au Ministère de l'Environnement:

- la production d'énergies renouvelables;
- les économies d'énergie;
- l'utilisation du méthane;
- la reforestation et l'afforestation: les forêts sont grandes consommatrices de dioxyde de carbone, elles jouent ainsi le rôle de puissants dépolluants.

Pour le bio-gaz: pays agricole, le Cambodge a des ressources importantes avec tout ce qui produit des émanations de méthane, animaux comme les cochons, les bœufs, le lisier, les décharges ... mais aussi les eaux polluées, les déchets et rejets de toutes sortes, peuvent être équipé de capteurs et alimenter des centrales bio-électriques, observe J. P. Legaga-

dec.

La Thaïlande est dans ce domaine très en avance. Le Cambodge est en retard sur le Vietnam, mais bien en avance sur le Laos, sur la Birmanie ...

Au Cambodge la récupération des émanations de gaz, c'est par exemple l'usine coréenne *MH Ethanol*, qui utilise le méthane produit par les eaux de traitement du manioc et le projet de production de bio-gaz de l'entreprise TTY (*voir encadré*),

Pour les forêts, attention, il ne suffit pas de conserver des forêts en l'état pour vendre des crédits-carbone –le contrôle serait impossible. Selon le système REDD: *Reduced Emission from Deforestation and forest degradation*:

- S'il s'agit de plantations nouvelles, il faut planter là où il n'y en a pas eu de forêt depuis longtemps (1990). Et toutes les essences ne sont pas forcément éligibles. Acacias, eucalyptus: d'accord. Mais par exemple pour une plantation d'hévéas la question n'est pas tranchée: une plantation d'hévéas sur de la forêt dégradée depuis longtemps joue un rôle utile pour la dépollution, mais en sens inverse elle diminue la bio-diversité

(suite p. 14)

la forêt, récompensée par le crédit-carbone entretien à la direction des Forêts avec M. Ratanakoma

Le projet du département des Forêts du ministère de l'Agriculture, nous dit M. Long Ratanakoma, chef adjoint du Bureau des Communautés forestières, Direction des Forêts du MAFF, concerne des communautés forestières dans la province d'Otdar Meanchey: 60 000 ha de forêts, 6 182 familles, réparties en 52 villages, 8 communes, 3 districts. Au total ces communautés forestières comptent 16 464 membres.

Chaque communauté forestière a un Comité de gestion des forêts, élu par les membres. Ces Comités ont un pouvoir légal – ils peuvent par exemple procéder à l'arrestation de coupeurs illégaux. Il existe 12 Comités pour la région concernée.

Il existe d'autres projets dans la province du Mondolkiri (zone protégée de Keo Seima), et celle de Kompong Thom.

Comment fonctionne le crédit carbone pour les forêts ? Dans le système REDD, il s'agit de protéger l'existant. Ce sont les progrès de la forêt concernée que l'on mesure, et qui peuvent être récompensés par la vente de crédits-carbone. Si par exemple on observe qu'il y a eu, pendant les 10 années précédentes, déforestation progressive, que la forêt est à terme menacée de disparition, et que les villageois, convaincus de l'utilité de la forêt, veillent à sa conservation, à ses progrès, ils peuvent vendre les crédits-carbone correspondant à ces progrès.

Contre quoi faut-il qu'ils luttent ? Les coupes illégales, le feu, les empiètements, etc ... Cela représente des activités très réelles de surveillance, et quelques frais: véhicules pour faire des patrouilles, carburant, entretien des pistes, matériel contre le feu, des salaires ou indemnités même s'ils sont très faibles (1 dollar / jour), cela suppose aussi une formation, ... «*On ne peut rien faire sans quelques fonds*», dit M. Ratanakoma.

Il observe au passage que dans certains villages on ne souhaite pas qu'il y ait déminage: «*les mines, nous savons très bien où*

elles sont, elles constituent la meilleure sauvegarde contre les coupes illégales ».

S'agissant du crédit-carbone, on mesure donc les gains de CO² obtenus, et chaque tonne de CO² ainsi gagnée peut être vendue.

A quel prix ? Actuellement de 2 à 5 \$ la tonne. La production pourrait être de 8 à 10 millions de tonnes sur 30 ans, ce qui ferait une recette de 16 \$ par ha et par an: mais, dit M. Ratanakoma, avant la forêt ne rapportait rien; les villageois comprennent très bien l'utilité de la protection. D'autant plus que les activités traditionnelles, l'exploitation normale de la forêt restent tout à fait autorisées.

Le système a tout de même un inconvénient: les villageois de ces communautés forestières qui s'engagent à améliorer leurs forêts peuvent être tentés d'aller couper du bois ailleurs, dans une forêt qui ne relève pas du système crédit-carbone, par exemple pour faire du charbon de bois; les coupeurs illégaux peuvent aller couper ailleurs que dans ces forêts surveillées ...

Il existe un autre risque: avec la hausse du prix des terrains, qui peut être très forte, passant de 10 \$ l'ha à 100, et de là 1000 ou 2000, les villageois peuvent être tentés de vendre, plutôt que de s'engager dans le système contraignant du crédit-carbone ...

Bref, comme on ne sait pas exactement le coût du système de surveillance, comme les ventes de crédit-carbone n'ont pas encore été réalisées (cela devrait arriver, dit M. Ratanakoma, à la fin de l'année ou en 2010), et que l'on manque d'expérience, le rendement du système n'est pas certain.

Les recettes venant des ventes de crédit-carbone, et les subventions venant de divers participants, couvriront-elles les coûts ? Il est décidé que la moitié au moins des recettes iront aux communautés forestières pour contribuer aux progrès: ce sont les comités de gestion qui décideront de l'utilisation des recettes (construire une école, une route, planter des bambous, cultiver des champignons ...).

crédit-carbone (suite)

S'il s'agit d'améliorer une forêt existante il y a des critères précis (voir encadré).

« Pour la formule REDD il ne s'agit encore que de projets pilotes, met en garde M. Sum Thy. Il n'en existe encore que très peu dans le monde (4), le Cambodge est en avance ! On verra à la prochaine conférence de Copenhague, en décembre prochain, si le système est généralisé, devient officiel ».

comment vendre du crédit-carbone ?

«Au Bureau du Changement de Climat du Ministère de l'Environnement (Cambodian Climate Change Office), nous avons un rôle centralisateur des informations concernant le crédit-carbone, nous dit M. Sum Thy.

« Nous avons la possibilité de recommander à ceux qui demandent à bénéficier du système CDM, et aux projets privés, les meilleurs acheteurs parmi ceux que l'on peut trouver sur internet ».

Il existe des organismes privés, dits *plate-formes de trading*, qui font les intermédiaires entre les vendeurs de crédits-carbone et les acheteurs. Par exemple BRUNEXT; dans le cas des communautés forestières il s'agit de *Terra Global Capital* dont le siège est à San Francisco.

Vendeurs et acheteurs collaborent, étudient le projet et se mettent d'accord avant tout paiement, ils contrôlent ensemble; ils sont vraiment partenaires. Il arrive que l'acheteur participe au financement des équipements du vendeur de crédits-carbone. Dans ce cas les deux objectifs du système sont atteints: diminution de la pollution générale et aide au développement des pays les moins avancés.

Le CCCO est aussi le secrétariat de l'autorité nationale qui enregistre les projets (DNA, *Designated National Authority*), en contrôle la conformité et transmet à l'autorité au secrétariat du CDM, organisme centralisateur à l'échelle mondiale. C'est le bureau exécutif du CDM qui donne le feu vert final aux projets.

plutôt les petits projets

Il a été décidé de donner une forte priorité aux petits projets, qui bénéficient de procédures simplifiées. La brochure publiée par le Ministère de l'Environnement cite les catégories et secteurs suivants:

- *énergies renouvelables*: systèmes solaires, micro-hydro électricité, chargement des batteries avec le vent, récupération de la bio-masse;
- *amélioration du rendement énergétique* des installations existantes, remplacement des ampoules électriques existantes ...
- *utilisation du méthane* provenant de l'agro-industrie, des décharges, des eaux usées ...

Cambodge: les six projets approuvés

- **Angkor Bio Cogen Rice Husk Power project**. Approuvé par le CDM EB (*Executive Board*) en août 2006. La minoterie *Angkor Rice Mill* utilise les brisures de riz pour alimenter une centrale électrique de 1,5 MWe qui diminue sa consommation de fuel et réduit les émissions de méthane à hauteur de 45 815 t d'équivalent CO² par an.

- **TTY Cambodia Gaz project**: voir encadré. Approuvé par le CDM EB en août 2008. Economies de carburant et réduction d'émissions 66,402 t d'équivalent CO² par an.

- **Samrong Thom Animal Husbandry**: approuvé par le DNA Cambodge en octobre 2007: récupère le méthane provenant d'une porcherie qui alimente un générateur au gaz. Réduction d'émissions de méthane prévue: 6, 792 t CO² eq. par an.

- **Kampot Cement Waste Heat Power Generation project**: récupération de la chaleur produite par la cimenterie. La turbine à vapeur doit produire 28,73 GWh par an et réduire la consommation de fuel lourd qui alimente le générateur. Réduction de gaz prévue: 20, 066 t CO² eq. par an.

- **Kamchay Hydroelectric BOT project**: capacité installée 195 MW / an. La réduction de consommation de fuel réduira les émissions de gaz d'environ 370 494 t CO² eq. par an.

- **MH Bio Ethanol Distillery**, projet coréen, approuvé par le DNA fin Juin 2009. A l'intérieur de l'usine (sur la RN5 au km 6) qui utilise le manioc pour produire de l'éthanol, le système en construction récupérera environ 52 000 m³ de CO² eq. par an.

le projet TTY d'usine de biogaz

La société *TTY Corporation*, qui exploite entre autres de vastes plantations de manioc à Memot, est en train de construire une usine de biogaz, nous dit Serge Chevalier, consultant de *TTY Security*. L'investissement est de 5,8 millions de dollars.

Cette usine, qui produit 180 t de farine par jour, utilise l'eau issue du traitement du manioc, qu'elle transforme en farine. L'objectif: une production d'électricité de 3 MW, qui permettra de diminuer de 50 à 60 % le coût des carburants utilisés pour, notamment, le séchage de la farine. Traiter 1 tonne de manioc coûte 24 \$10 de combustible.


Ce combustible, c'est pour environ 60 % des souches d'arbres que l'on brûle, et pour 40 % du fuel lourd. La production d'électricité permettra donc des économies importantes.

Le projet est actuellement réalisé à environ 50 %, une vaste cuve de 110 000 m³, recouverte de plastique, et les grosses conduites (*cn 273*) sont là. Le programme a pris du retard à cause de problèmes techniques - assez normaux dans un projet novateur comme celui-là- et la crise internationale a provoqué un certain manque de trésorerie. Mais maintenant l'appareillage technique, vannes, pompes, mélangeurs ... sont arrivés, et les travaux se poursuivent. L'usine devrait être terminée et produire l'électricité à la fin de l'année.


L'entreprise a signé un protocole concernant le crédit-carbone qui devrait rapporter 1,09 million de dollars par an. Ce n'est pas un projet, dit Serge Chevalier, les crédits carbone sont déjà vendus.

creative graphic design solutions *

khmer>dev
création graphique originale
multimédia & édition



www.khmerdev.com
publicité, logotype, carte de visite,
flyers, enseigne, identité visuelle,
nos compétences graphiques
à votre service.
design@khmerdev.com



LIVRES



Histoires d'Hévées

Ly Phalla, Philippe Monnin
Photos, réalisation *Melon Rouge*

L'hévéaculture du Cambodge méritait ce beau livre. Sous forte couverture, dans un format original, c'est un hommage au passé, aux pionniers des années 20, aux spécialistes, aux experts, aux centaines de milliers de travailleurs qui ont créé et développé des plantations magnifiques sur les fameuses terres rouges; c'est aussi une explication détaillée, professionnelle, de l'hévéaculture, filière très technique; et c'est enfin un livre qui donne une bonne information sur les gens du caoutchouc, aujourd'hui, ces milliers de petits planteurs qui assurent le spectaculaire développement de l'hévéaculture cambodgienne.

A l'origine, nous dit Alexandre Burgeat, directeur de *Melon Rouge*, agence de photo nouvellement créée, ce livre devait être uniquement, ou principalement, un album de photos illustrant l'hévéaculture. Avec le financement de l'AFD, le projet s'est enrichi de textes rédigés par les meilleurs spécialistes. L'association entre des textes bien informés et des images est la bienvenue.

Etienne Hubert, un ancien, raconte sa visite de Chup en ... 1950, la reprise de l'assistance française en 1992, le lancement du projet petits planteurs ...

On se figure mal aujourd'hui quelle aventure a été la création des grandes plantations historiques -celle de Chup a été la plus grande du monde ! Elles avaient leur propre terrain d'aviation. Par exemple celui de la plantation de Labansiek, dans le Rattanakiri, est devenu l'aéroport de Banlung. Les

plantations comportaient logements, écoles, dispensaires, équipes sportives ... La première législation sociale du Cambodge y a pris naissance. Les financiers, les administrateurs, les directeurs de plantations de l'époque voyaient grand. On voit encore près de Kompong Cham les restes des gradins d'un champ de courses hippiques...



L'histoire des plantations a connu des épisodes très divers: premières plantations dans les années 20, nationalisations des plantations françaises, piste Ho Chi Minh (elle débordait très largement sur le Cambodge), khmers rouges, bombardements américains et incursions de l'ARVN, les forces du Vietnam du Sud (que l'auteur de ces lignes a bien vues, à Krek, en 1973), naissance de la résistance anti Pol Pot ...

Aujourd'hui, l'hévéaculture familiale est devenue le grand sujet; un chapitre lui est consacré. Le directeur de la DGPH Ly Phalla le rappelle: il a fallu «une bonne dose d'optimisme, de patience, de conviction pour convaincre les paysans de consacrer un, deux ou quelques hectares de leur terrain à la plantation de l'hévéa, arbre qui ne produira du latex et donc des revenus que dans 5, 6, voire 8 ans !». Le projet, financé par l'AFD, vigoureusement impulsé par Philippe Monnin connaît depuis quelques années un succès qui dépasse les prévisions, et qui dépasse même les contrôles !

Il a fallu mettre en place un système de droits de propriété qui permette aux petits planteurs d'emprunter, de créer des jardins à bois, des pépinières, de distribuer des clones certifiés, et du savoir-faire, organiser le traitement du latex et les filières de vente ... « Dans ces conditions exceptionnelles de production, les revenus dépassent largement 1000 dollars par ha pour 100 jours de travail par an ».

Cet argument-là est absolument convaincant et les plantations nouvelles (familiales et autres) dépassent maintenant les 10 000 ha par an, malgré la crise !

Avec une sérieuse réserve cependant: faute de capacité des services du cadastre (les crédits à long terme, remboursables sur 20 ans, sont déclenchés sur titre de propriété), le projet plantations familiales de l'AFD ne peut pas être étendu à l'ensemble du territoire; il a pris fin en décembre 2008. Certes l'élan est donné, et le succès est incontestable. Mais les spécialistes mettent en garde: maintenant, sans régulation, sans plan à l'échelle nationale, sans les contrôles indispensables (les clones notamment) les pertes provoquées par le manque de rendement risquent d'être considérables ...

S'agissant des petits planteurs, quantité d'entre eux ont été photographiés *in situ*, et interviewés: ils sont tous d'accord: leur plantation d'hévées, 1,5, ou 2, ou 3 ha en général, qu'ils travaillent à 1, 2 ou quelques personnes, leur permet de vivre. Ce n'est pas si mal ! On peut signaler d'ailleurs que les saineurs salariés des grandes plantations gagnent plutôt bien leur vie aussi, en comparaison du cultivateur de riz.

Ce livre donne toutes les informations souhaitables sur les arbres, les distances, les cultures intercalaires, les méthodes de saignée (on n'y voit pas cependant sauf erreur ces saignées hautes qui font descendre le latex le long d'un fil, que l'on peut voir à Bengket), les instruments (la fameuse gouge cambodgienne), la récolte, le traitement en usine avec ses phases successives ... sur la certification du caoutchouc depuis si longtemps poursuivie, maintenant obtenue ...

Il s'agit d'un livre de photos, et celles-ci, prises par de jeunes photographes cambodgiens, sont très belles, très explicites. L'hévéaculture, ce n'est pas seulement un monde très technique, qui a ses spécialistes comme la Formule 1, comme la philatélie, comme la gastronomie et la mode, c'est aussi spectaculaire. Si l'on veut connaître le Cambodge, il faut visiter au moins une fois les alignements impressionnants d'une grande plantation d'hévées, à l'éclairage changeant, à l'ambiance fraîche, témoins de l'infinie diversité de l'industrie humaine.

A.G.

Histoires d'Hévées, par Ly Phalla, Philippe Monnin et divers auteurs, 104 pages grand format, nombreuses photos, réalisation *Melon Rouge*, 2009.



Un réseau mondial à votre service pour sécuriser vos importations

Grace à ses 850 bureaux et laboratoires dans 140 pays, le groupe peut compter sur le talent et l'expertise de plus de 33 000 collaborateurs bénéficiant d'une politique de formation active.



4 Centres de Relations avec les Exportateurs interconnectés dans le monde entier avec plus de 300 centres d'inspections, en relation constante avec le réseau d'inspecteurs spécialisés pour un service client spécifique et personnalisé.

Pour plus de détails sur les activités de facilitation du commerce, contactez :

BIVAC International Cambodge
164 A, Norodom Boulevard Chamkarmon
Phnom Penh - Cambodge
Tel: +(855) 23 220 508
www.bivac.com.kh



Move Forward with Confidence
*Avançons en confiance

DIVERS



Le Premier ministre
Invité par le président Sarkozy, le président Hun Sen doit assister au défilé du 14 Juillet à Paris (cn 277).

Pascal Royère: le Baphuon

Très intéressante conférence de P. Royère, le 25 Juin, au Centre Culturel Français, sur le temple du Baphuon dont il est le restaurateur. L'architecte -qui avait donné une interview très documentée à *Cambodge Nouveau* en février 2006, n° 238)- apporte des observations et des explications, dont on a rarement l'équivalent pour d'autres monuments majeurs du Parc archéologique. Notons en quelques-unes :

- le Baphuon marque la fin de la construction en briques, et la généralisation du grès. Cela suppose, le grès venant du Phnom Kulen distant de 80 km, une importante logistique;

- cette construction énorme (350 m d'Est en Ouest, 35 m de haut) présente des faiblesses structurelles: il s'agit en somme d'un empiement de trois «boîtes», de hauteur croissante, remplies de sable, dont les parois sont constituées de gros blocs de latérite et d'un parement de grès. A cause d'infiltrations, faute d'un bon système de drainage, il s'est produit des fuites de sable, des dislocations, des affaissements, des écroulements (celui de 1944 notamment). Un défaut qui sera corrigé à Angkor Vat, 50 ou 60 ans plus tard.

- P. Royère détaille l'histoire de la restauration, sur plus de 100 ans, son principe (des parois de béton qui reconstituent des «boîtes» plus solides), les problèmes posés par la recherche et le repositionnement des quelques 300 000 pierres autrefois déposées; les choix faits pour la remise en état du Bouddha couché réalisé au 16ème siècle en pillant plus ou moins le Baphuon; le parti choisi pour la tour centrale, disparue, dont on n'a plus que le socle central et le seuil des portes.

On a, de ces escaliers vertigineux, de ces galeries, des ces plate-formes qui dominent la canopée, des vues magnifiques. La restauration du Baphuon bientôt terminée, il reviendra à l'Apsara de finaliser le système des visites.

Un port à Kep

Destiné à recevoir principalement des touristes venant en bateau à partir du Vietnam, et faciliter le passage des touristes allant du Cambodge au Vietnam (Koh Tral, ...) le nouveau port doit être opérationnel à la fin de l'année. Une difficulté est la faible profondeur de l'eau dans les environs de Kep. Le coût est estimé à 4 millions de dollars.



Le constructeur: *Rotong Development*.

Cambodge-Vietnam

Au nombre des nouvelles banques qui se créent au Cambodge, la *Sacombank (Saigon Thuong Tin Bank)*, inaugurée le 23 Juin, est un signe clair de l'augmentation des relations commerciales entre le Cambodge et le Vietnam. Les échanges bi-latéraux, 427 millions de dollars en 2007 ont atteint 1,62 million en 2008 et devraient atteindre 2 millions en 2009. Le Vietnam vend au Cambodge notamment des matériaux de construction, de l'électricité, achète des produits agricoles. Le nombre des points de passage augmente. Les touristes vietnamiens sont maintenant les plus nombreux à visiter le Cambodge. Il existe maintenant 30 ou 31 banques au Cambodge.

Le nouveau Code pénal, approuvé par le Conseil des Ministres, doit être présenté à l'Assemblée nationale début juillet. Le projet de loi anti-corruption suivra. Il doit être en harmonie avec le nouveau Code pénal comme le juriste Michel Bonniou le disait déjà en 2005, souhaitant que le projet de loi anti-corruption soit fortement remaniée et que le Code pénal soit adopté avant le procès des Khmers rouges (cn 229).

Preah Vihear

La demande de la Thaïlande adressée à l'UNESCO de partager avec le Cambodge la gestion du temple de Preah Vihear a été rejetée lors de la session annuelle du 30 juin. Actuellement il n'y a sur place aucune tension entre les forces en présence, bien que les effectifs et les armements soient augmentés. Le ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong a déclaré que le Cambodge est prêt à des entretiens pacifiques avec la Thaïlande, comme il prêt à faire la guerre s'il le fallait.

Electricité dans les campagnes

Les maisons qui ne sont alimentées ni par le réseau EDC ni par un générateur urbain utilisent des batteries de voiture pour assurer les besoins minimaux: une batterie pour deux petits tubes néon, et une batterie pour une TV noir-et-blanc. Chaque batterie neuve coûte 50 ou 54 dollars. Elle dure d'abord 2 semaines. Chaque recharge coûte 2000 riels. Après quelques mois, il faut recharger tous les 10 jours à 1 semaine. Avec une batterie très usagée: tous les 5 jours. C'est là le prix à battre pour tout moyen concurrent de produire de l'électricité destinée aux maison isolées, qu'il s'agisse de mazout, de bio-carburant, d'énergie éolienne, solaire, de combustion de bois ...

Comme à la Maison
Delicatessen
Restaurant, Deli Shop & Catering

13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 08h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Guide Total des Routes et du Tourisme au Cambodge
la cinquième édition, 2009-2010: parution prochaine
deux volumes, en français et en anglais, 120 pages

Archives et documentation
La collection de *Cambodge Nouveau* est facilement accessible sur le site www.cambodgenouveau.com.
Ont été tout récemment ajoutées à ces archives les années 2004 et 2006.
La recherche peut être faite par mots-clé ou bien avec l'**Index 2008**, reproduit sur ce site, qui donne les références de tous les articles parus de mars 1994 à février 2008, classés en 18 rubriques.
La collection en six volumes de *Cambodge Nouveau*, 261 numéros parus de février 1994 à février 2008 peut être consultée dans les principales bibliothèques du Cambodge.
Une mine d'informations sur tous les sujets relevant de l'économie, de la politique, de la finance, de la culture.

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des décideurs votre meilleur investissement

Cambodge Nouveau mensuel culture
Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gaseul
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU
58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh